

## LA PREMIÈRE ANNÉE DU CANADA À L'ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS

### Mise en oeuvre de la stratégie à l'égard de l'Amérique latine

#### I. APERÇU

Le 27 octobre 1989, le Premier ministre, prenant la parole au cours d'une assemblée des dirigeants du continent à San José, au Costa Rica, annonçait que les relations entre le Canada et l'Amérique latine allaient prendre un nouveau départ. Le Canada avait en effet décidé d'adhérer à l'OÉA afin de participer pleinement au développement des Amériques. C'est pourquoi il avait demandé à l'observateur permanent du Canada à l'OÉA d'informer le Secrétaire général que le Canada était disposé à signer et à ratifier la Charte.

Moins de trois semaines plus tard, le 13 novembre, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'est adressé au Conseil permanent de l'OÉA à Washington et a signé la Charte de l'OÉA. Ce faisant, il a signalé au Secrétaire général et aux représentants permanents alors présents que la décision du Canada d'adhérer finalement à l'Organisation n'était pas une décision ponctuelle, mais plutôt un important chaînon de la nouvelle stratégie du Canada à l'égard de l'Amérique latine. Cette stratégie, de dire le secrétaire d'État, s'inspirait d'une proposition toute simple : les nations de l'Amérique du Nord et de l'Amérique du Sud exercent une grande influence sur des questions d'importance mondiale - et importantes pour le Canada - qu'il s'agisse des droits de la personne, des échanges commerciaux, de la dette, de l'environnement, du trafic des stupéfiants ou du nouveau dialogue politique qui s'amorce entre pays développés et pays en développement. Devant ces questions, le Canada a reconnu qu'il lui fallait établir de nouveaux principes pour relever les défis et saisir les occasions ainsi engendrés, de façon à préserver les intérêts du Canada et du continent. C'est pour cette raison qu'a été mise au point la nouvelle stratégie à long terme à l'égard de l'Amérique latine, approuvée par le Cabinet en octobre 1989.

La décision du Canada de se joindre à l'OÉA a été bien accueillie par tous les membres, dont beaucoup ont exprimé l'avis que, grâce à son engagement solide envers le multilatéralisme et à ses bons rapports avec les pays de la région, le Canada pourrait contribuer au renouveau de l'OÉA. Ils espéraient que le Canada, voix de la modération, source de solutions pragmatiques, partisan du dialogue et du maintien de la paix, donnerait à l'organisation une nouvelle dimension et une nouvelle légitimité, de sorte qu'elle devienne la principale tribune politique de l'hémisphère occidental. Plus particulièrement, tandis que des voix s'élevaient chez nous pour dire que l'adhésion du Canada aurait pour effet probable de subordonner ses positions à celles